

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAUDELET SAS

271 rue du Meunynck
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

la visite avait pour objectifs :

- d'examiner le plan d'actions mis en place par l'exploitant suite à la détection de PFAS/AOF dans ses rejets aqueux.
- de recoller l'arrêté de mise en demeure du 15/10/24 concernant le réseau eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque

- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
- le prétraitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;

L'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de Véhicules Hors d'Usage

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	APMD - localisation des points de rejets	AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le plan d'actions PFAS, l'exploitant a mis en place une surveillance de son rejet. Les mesures montrent une variabilité des résultats .

Les mesures doivent être poursuivies et l'exploitant doit rechercher les causes possibles de la présence de ces substances dans son rejet;

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 15/10/24, les travaux de mise en conformité du réseau eaux pluviales ont été réalisés. L'arrêté de mise en demeure du 15/10/24 peut être abrogé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les 3 prélèvements de la campagne initiale ont eu lieu les 18/03/24, 15/05/24 et 24/06/2024. Les mesures n'ont pas été réalisées sur 3 mois consécutifs : l'exploitant explique qu'il n'y a pas eu de rejet au mois d'avril 2024 (voir point de contrôle 7). Les bulletins d'analyses sont présents dans GIDAF. Les prélèvements sont réalisés par IRH. Les analyses sont effectuées par EUROFINS selon des méthodes internes . L'exploitant se rapprochera du laboratoire pour justifier de l'utilisation de méthodes internes en lieu et place des méthodes normalisées. Les analyses comportent les AOF, les 20 PFAS cités à l'article 3-2°) de l'AM du 20/06/2023. Dans le cadre de la surveillance mise en place de nouvelles mesures ont ensuite été réalisées les 10/02/25 et le 11/09/25 (laboratoires et méthodes identiques pour les prélèvements et analyses que pour les 3 analyses initiales). Les bulletins d'analyses sont également présents dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera du laboratoire pour justifier de l'utilisation de méthodes internes en lieu et place des méthodes normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les 3 prélèvements de la campagne initiale ont eu lieu les 18/03/24, 15/05/24 et 24/06/2024. Pour

ces 3 prélèvements on trouve : PFOS < 0.041 µg/L Pour les mesures réalisées les 10/02/25 on trouve : PFOS < 1.8 µg/L Pour les mesures réalisées les 11/09/25 on trouve : PFOS < 0.1 µg/L dans tous les cas la concentration limite de 25 µg/l en PFOS est respectée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant présente un document explicatif des substances PFAS recherchées sur son site. il s'est appuyé sur le document suivant : la base de données des corrélations activités/polluants du BRGM. Ce document est référencé dans la note d'explication de l'AM du 20/06/2023. Au final les 20 PFAS de l'article 3-2°) de l'AM du 20/06/2023 ont été analysés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire

nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

Les 3 premières analyses ont mis en évidence la présence de :

- AOF (470 µg/L)
- PFAS : uniquement PFOS (0.041 µg/l), PFHxA (0.043 µg/l), PFHpA (0.028 µg/l)

La DREAL a adressé un courrier à l'exploitant le 09/09/2024 demandant la mise en place d'un plan d'actions en 3 axes : investigation-réduction/suppression- surveillance.

L'exploitant a répondu par courriel du 13/09/2024 : Il conteste les résultats (suspicion d'erreur) et propose une surveillance trimestrielle pendant 1 an.

L'analyse du 10/02/25 révèle :

- AOF (16 µg/L)
- PFAS : uniquement PFOS (1.8 µg/l) et PFHxS (0.18 µg/l)

L'analyse du 11/09/25 révèle :

- AOF (5.3 µg/L)

Les mesures montrent une variabilité des résultats . la DREAL indique que les mesures doivent être poursuivies (sans limite de durée à ce stade)

L'exploitant doit rechercher les causes possibles de la présence de ces substances dans son rejet;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les mesures doivent être poursuivies (sans limite de durée à ce stade)

L'exploitant doit rechercher les causes possibles de la présence de ces substances dans son rejet;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

<p>La DREAL a adressé un courrier à l'exploitant le 09/09/2024 demandant la mise en place d'un plan d'action en 3 axes : investigation-réduction/suppression- surveillance.</p> <p>L'exploitant a répondu par courriel du 13/09/2024 : Il conteste les résultats (suspicion d'erreur) et propose une surveillance trimestrielle pendant 1 an.</p> <p>aucune investigation complémentaire pour déterminer l'origine des PFAS/AOF n'a été réalisée à ce stade.</p>
<p>La DREAL rappelle que l'exploitant doit rechercher les causes possibles de la présence de ces substances dans son rejet;</p> <p>L'exploitant indique vouloir réaliser des analyses sur l'eau pluviale du site (avant son contact avec le sol du site) pour écarter toute origine atmosphérique des PFAS.</p> <p>La DREAL demande à l'exploitant de réaliser également des analyses en différents points de son réseau d'eaux pluviales notamment en aval direct des zones sur lesquelles sont entreposés des déchets à l'air libre</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La DREAL rappelle que l'exploitant doit rechercher les causes possibles de la présence de ces substances dans son rejet;</p> <p>La DREAL demande à l'exploitant de réaliser également des analyses en différents points de son réseau d'eaux pluviales notamment en aval direct des zones sur lesquelles sont entreposés des déchets à l'air libre</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<p>Constats :</p> <p>La DREAL a adressé un courrier à l'exploitant le 09/09/2024 demandant la mise en place d'un plan d'action en 3 axes : investigation-réduction/suppression- surveillance.</p> <p>L'exploitant a répondu par courriel du 13/09/2024 : Il conteste les résultats (suspicion d'erreur) et propose une surveillance trimestrielle pendant 1 an.</p> <p>Aucune mesure de suppression /réduction n'a été mises en place à ce stade, l'origine des</p>

**PFAS/AOF détectés n'ayant pas été établie pour l'instant.
Les investigations doivent se poursuivre**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

investigations à mener pour identifier les causes de la présence de ces substances.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Constats :

l'analyse du 10/02/25 révèle :

- AOF (16 µg/L)
- PFAS : uniquement PFOS (1.8 µg/l) et PFHxS (0.18 µg/l)

l'analyse du 11/09/25 révèle :

- AOF (5.3 µg/L)

Entre les 2 dates aucun rejet n'a été effectué. un incendie a eu lieu sur le site en mai 2025 et les eaux d'extinction sont restées confinées sur site dans le bassin de mai à aout 2025.

L'exploitant a indiqué en séance avoir prévu 2 nouvelles analyses d'ici fin 2025.

Les mesures montrent une variabilité des résultats . la DREAL indique que les mesures doivent être poursuivies (sans limite de durée à ce stade)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

surveillance trimestrielle à respecter

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les 3 prélèvements de la campagne initiale ont eu lieu les 18/03/24, 15/05/24 et 24/06/2024. Les prélèvements sont réalisés par IRH. les analyses sont effectuées par EUROFINs , tous les 2 accrédités COFRAC. Dans le cadre de la surveillance : laboratoires et méthodes identiques pour les prélèvements et analyses que pour les 3 analyses initiales
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les 3 prélèvements de la campagne initiale ont eu lieu les 18/03/24, 15/05/24 et 24/06/2024. Les prélèvements ont été réalisés par IRH par prélèvement automatique asservi au débit sur 24 h. Les prélèvements de 2025 pour la surveillance sont réalisés dans les mêmes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de

<p>quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 prélèvements de la campagne initiale ont eu lieu les 18/03/24, 15/05/24 et 24/06/24.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, la limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>il en est de même pour les analyses réalisées en 2025.</p> <p>Cependant il est noté que la limite de quantification pour les PFAS est passée à 100 ng/l en 2025 alors qu'elle était de 10 ng/l en 2024 - L'exploitant se rapprochera de son laboratoire d'analyse pour obtenir une explication.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est noté que la limite de quantification pour les PFAS est passée à 100 ng/l en 2025 alors qu'elle était de 10 ng/l en 2024 - L'exploitant se rapprochera de son laboratoire d'analyse pour obtenir une explication.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : APMD - localisation des points de rejets

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, localisation des points de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé lieu-dit « les Prairies» à BLARINGHEM (59 137), et qui exploite un centre de tri situé 271 bis rue du Meunynck, zone industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE (59 137), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'article 4.3.4 de l'arrêté d'autorisation du 01/07/22 dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <p><u>article 4.3.4 de l'AP du 01/07/22</u></p> <p>Rejet 1: les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées dans un réseau spécifique puis dirigées vers un bassin de tamponnement de 870 m³ équipé en sortie d'un débourbeur-déshuileur. Les eaux en sortie du bassin sont rejetées dans le canal de Bourbourg.</p> <p>Rejet 4 : les eaux susceptibles d'être polluées (incendie ou accident) sont confinées dans un bassin associé au tamponnement des eaux pluviales. Le volume disponible à tout moment pour recueillir les eaux d'extinction est de 777m³.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>rappel des constats du 17/06/24 :</u></p>

La vanne d'arrêt en sortie du bassin est en position fermée le jour de la visite, ce qui ne correspond pas aux conditions normales de fonctionnement d'après l'exploitant et ne permet pas de garantir la disponibilité des 777 m3 de confinement à tout moment. ce point doit faire l'objet d'une attention de l'exploitant.

Par ailleurs les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction du bâtiment déchets ne sont pas orientées vers le bassin de gestion des eaux pluviales du site servant également de bassin de confinement des eaux d'extinction ce qui constitue une non conformité.

constat le 08/10/2025

les travaux ont été réalisés pour orienter l'ensemble des eaux pluviales et d'extinction du bâtiment déchet vers le bassin du site (mis en place de nouvelles canalisations). Le jour de la visite , la vanne en aval est en position ouverte. le bassin est pratiquement vide (environ 30 cm d'eau).

la DREAL recommande à l'exploitant de matérialiser dans le bassin le niveau correspondant au volume disponible pour les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

la DREAL recommande à l'exploitant de matérialiser dans le bassin le niveau correspondant au volume disponible pour les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure